

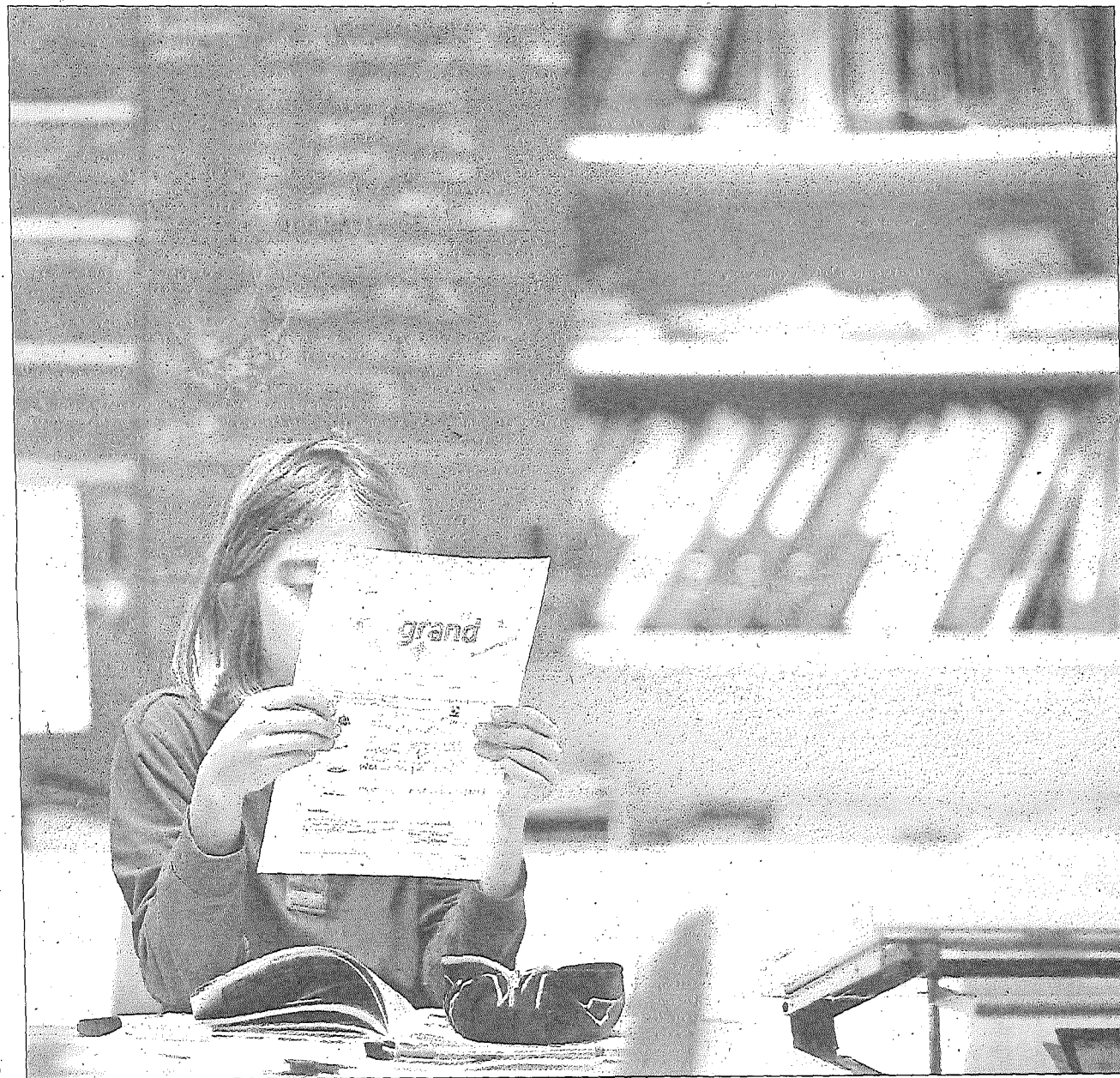
Le Quotidien, 19.1.18

L'accent sur les langues

► Porrentruy est devenue depuis lundi une capitale du plurilinguisme en accueillant la «Settimana della Svizzera italiana».

► De jeunes Tessinois et Jurassiens ont pu avancer des idées pour favoriser les échanges entre les communautés linguistiques composant la fine mosaïque culturelle suisse.

► Nicoletta Mariolini, déléguée fédérale au plurilinguisme, connaît la précarité de cet équilibre et son importance pour la cohésion nationale.
Interview. Page 3



«Chaque partie de la Suisse a besoin d'être reconnue et respectée»

► **La Semaine de la Suisse italienne** a permis aux jeunes participants tessinois et jurassiens de prendre conscience des enjeux de la cohésion nationale autour de la question des langues.

► **Un «mini-parlement»** a été l'occasion pour eux de transmettre des propositions sur ce thème.

► **Parmi les récipiendaires:** le conseiller national Pierre-Alain Fridez et la déléguée fédérale au plurilinguisme Nicoletta Mariolini.

Comment promouvoir la langue et la culture de la Suisse italienne dans les autres régions linguistiques? Les jeunes du Lycée cantonal, du Lycée Saint-Charles et de la Scuola di commercio de Bellinzona impliqués dans la «Settimana de la Svizzera» ont des idées, qu'ils ont partagées en particulier avec le conseiller national jurassien Pierre-Alain Fridez et la déléguée fédérale au plurilinguisme Nicoletta Mariolini. Ils ont pu se rendre compte que la réalisation de bonnes idées ne va pas de soi.

L'italien obligatoire?

Rendre l'italien obligatoire pour tout le monde à l'école secondaire, introduire une maturité bilingue français-italien et pas seulement français-allemand, ou organiser des activités extrascolaires en Suisse italienne pour un meilleur contact avec l'italien. Voilà quelques-unes des idées sur la table. La plus facile à mettre en œuvre est la dernière, a noté Jean-Marc Scherrer, directeur

du Lycée: les compétences se situent au niveau du Lycée. Pour les autres, il faut voir «avec le politique». Le «politique» Pierre-Alain Fridez, malgré toute sa sympathie pour la Suisse italophone, y voit des «problèmes de finances et de temps» dans un programme d'études déjà bien chargé.

La déléguée fédérale nuance

Le ton est donné. Les nuances viennent de Nicoletta Mariolini, première déléguée fédérale au plurilinguisme, une Tessinoise nommée par le Conseil fédéral à ce poste créé en 2013: «On a quatre langues nationales, trois langues officielles. La Constitution attribue à ces trois langues officielles le même rôle et le même pouvoir. L'administration fédérale doit respecter les équilibres entre les régions linguistiques. Si on n'a pas cette

conscience, on commence à définir des priorités et des attributions de ressources biaisées par rapport à l'équilibre et la cohésion nationale.»

Nicoletta Mariolini a répondu à nos questions. Interview.

Le Quotidien Jurassien. – Quelle est votre mission?

Nicoletta Mariolini. – Le mandat principal est de soutenir le Conseil fédéral dans la mise en œuvre de la loi et de l'ordonnance sur les langues pour promouvoir le plurilinguisme au sein de l'administration fédérale.

– Votre tâche ne doit pas être facile...

– Disons que la tâche est motivante, riche de défis. On ne s'ennuie pas du tout, on n'est pas encore au chômage! Il faut trouver des stratégies, des tactiques pour convaincre et motiver surtout les cadres dirigeants de l'administration

fédérale, pour que cette priorité, politique mais aussi pour la cohésion nationale, devienne aussi une priorité sectorielle. Chaque office doit décliner cette base légale en termes de représentation des communautés linguistiques en son sein, mais devrait aussi le faire en ce qui concerne les activités orientées vers l'extérieur, l'opinion publique, le territoire, en tenant compte de l'équilibre linguistique. C'est le grand défi sur la table et qui nous occupe.

– Les déséquilibres sont grands au sein de l'administration fédérale, non?

– On a des situations de sur ou sous-représentation. On ne peut pas généraliser. À l'Office fédéral des constructions et de la logistique par exemple, qui s'occupe des marchés publics, la communauté francophone, n'est représentée que par 4,9% des collaborateurs alors que le minimum devrait être de 21%. Depuis que l'Office fédéral de la statistique est à Neuchâtel, la part des francophones a augmenté mais pas au niveau de la direction. Le but n'est toutefois pas de renverser des majorités et minorités, c'est de garantir un équilibre compte tenu de l'ensemble de la Suisse et de maintenir le niveau de la cohésion nationale. On peut avoir des représentations plus équilibrées au niveau des collaborateurs en général mais pas toujours en termes de ligne et de cadres supérieurs, et donc de décisions stratégiques.

– La cohésion nationale justement, comment la voyez-vous? Le Tessin vient de retrouver une place au Conseil fédéral après une attente de près de 20 ans...

– Ce que je peux dire, c'est que l'arrivée d'un conseiller fédéral qui représente la Suisse italienne engendre des attentes qui n'existent pas ou

peu pour d'autres conseillers fédéraux d'autres régions linguistiques. En matière de cohésion nationale, un acquis n'est jamais un acquis. Ce qu'on a aujourd'hui, on doit le nourrir pour le maintenir. Notre tâche est de protéger et renforcer les valeurs qu'on a reçues. La cohésion nationale nécessite cette approche et ce travail.

– La «Settimana della Svizzera italiana» va dans ce sens. C'est une initiative qui vise à renforcer la place de la Suisse italienne parmi les autres communautés linguistiques. On devrait le faire dans tous les sens, entre toutes les régions de Suisse...

– Ce serait une bonne idée. Chaque partie de la Suisse a besoin d'être reconnue et respectée.

– On pourrait imaginer un programme fédéral de soutien...

– Les soutiens existent déjà au niveau fédéral! Une telle initiative est soutenue par un financement de projet. Après, je dis toujours que chaque niveau constitutionnel et chaque acteur de la société a une responsabilité. Le plurilinguisme et la cohésion nationale peuvent être définis comme une responsabilité partagée. On ne peut pas toujours déléguer aux autres.

Propos recueillis par GEORGES MAILLARD



Le conseiller national Pierre-Alain Fridez et la déléguée fédérale au plurilinguisme Nicoletta Mariolini lors de la «Settimana de la Svizzera italiana» cette semaine à Porrentruy.

PHOTO ROBERT SIEGENTHALER

L'italien dans le Jura: 500 élèves à l'école secondaire

► Au niveau de la scolarité obligatoire, l'italien apparaît en 10^e et 11^e années HarmoS en option 3 de l'école secondaire, avec deux leçons hebdomadaires. L'italien en option 3 est suivi actuellement par environ 500 élèves, soit 250 par année, environ le tiers de l'effectif. L'option 3 n'est en principe pas celle que choisissent les élèves qui se destinent à poursuivre leurs études au Lycée cantonal. Il existe toutefois un cours donné aux élèves de 11^e année qui vont prendre l'italien en option spécifique au Lycée mais qui n'étaient pas dans l'option 3, précise au Service de l'enseignement Anne-Lise Nagel, de la section pédagogie spécialisée.

► Au Lycée cantonal, une soixantaine d'élèves au total suivent les cours d'italien proposés de trois manières: en option spécifique, en langue

2 à la place de l'allemand ou en langue 3 à la place de l'anglais. «Parce que l'italien est langue nationale, on peut le choisir de ces trois manières», explique Marie Duc, professeur d'italien et membre de la direction. L'option spécifique, 4 heures par semaine, peut être suivie par un débutant. En langue 2 ou 3, il faudrait avoir fait de l'italien avant. Le problème, c'est que les élèves viennent souvent des options 1 et 2 de l'école secondaire où l'on ne fait pas d'italien. L'option spécifique compte 22 élèves. Une quarantaine d'élèves suivent l'italien en langue 2 ou 3. Selon le directeur Jean-Marc Scherrer, 4 à 5 nouveaux élèves choisissent chaque année l'italien à la place de l'allemand. Ce sont des Suisses de l'étranger qui reviennent au pays ou des étrangers qui n'ont jamais fait d'allemand. GM

■ CARITAS JURA

Accompagnants aux malades formés

Dix-sept personnes ont achevé la formation d'accompagnement des person-

